

PCF
Parti communiste français

PCF 77 Espace Liberté - 264 Rue de la Justice - BP 118
77004 MELUN CEDEX - tél : 01.64.79.75.10 - Fax 01.64.79.75.15
e-mail : pcf77@wanadoo.fr site internet : www.77pcf.fr

INFO

**Seine
et
Marne**

3 Septembre 2012

Mobilisation contre le traité budgétaire européen

Nous sommes depuis longtemps habitués aux rentrées sociales difficiles, celle-ci ne dérogera malheureusement pas à la règle.

Malgré certaines mesures positives, le bilan des premiers mois du gouvernement n'est pour le moment pas à la hauteur des enjeux.

Les plans sociaux se multiplient, laissant nombre de salariés dans l'incertitude. Le pouvoir d'achat, malgré une légère revalorisation du SMIC. Le taux de chômage officiel frôle désormais les 10 % tandis que la file des précaires et autres victimes du néolibéralisme s'allonge. Afin de boucler un budget en satisfaisant à la règle des 3 % de déficit, et avec des prévisions de croissance revues à la baisse, le gouvernement semble ne pas vouloir déroger à l'austérité budgétaire. Par ailleurs, si l'on peut saluer certaines réformes fiscales, celles-ci ne vont pas assez loin dans l'objectif de reconstruction des recettes publiques afin d'assurer les moyens d'une politique économique expansive et d'investir dans des infrastructures et des services publics à même de nous garantir un avenir digne.

On continue à imposer en Europe des politiques de rigueur afin de sauver le système financier et ce sont les peuples grecs, espagnols ou encore portugais qui en font douloureusement les frais. Le traité européen, qui fait de l'austérité une nouvelle loi enserrant les politiques budgétaires des états, devait être renégocié par François Hollande. Il ne l'a pas été et sera prochainement voté à l'assemblée, puisque le conseil constitutionnel n'a pas jugé nécessaire une modification de la constitution afin d'adopter la « règle d'or ». La croissance n'a pourtant jamais jailli du fond de l'austérité.

Afin de sortir de cette spirale qui ne fait qu'aggraver la crise, le parti communiste français propose dans une pétition d'autres solutions : augmenter les salaires ; lancer un moratoire sur les licenciements ; développer les services publics ; construire un pôle bancaire public et consulter les Français sur le Pacte Budgétaire Européen. Ce dernier point est d'ailleurs repris par l'humanité qui élargit le rassemblement sur la question.

Afin de sortir de cette spirale qui ne fait qu'aggraver la crise, le parti communiste français propose dans une pétition d'autres solutions : augmenter les salaires ; lancer un moratoire sur les licenciements ; développer les services publics ; construire un pôle bancaire public et consulter les Français sur le Pacte Budgétaire Européen. Ce dernier point est d'ailleurs repris par l'humanité qui élargit le rassemblement sur la question.

Les militants communistes doivent se mobiliser pour obtenir le maximum de signatures de citoyennes et citoyens, et au-delà, relancer le débat et la mobilisation autour d'autres alternatives de gauche.



AUX ACTES CITOYENS!

SIGNEZ LA PETITION

PCF FRONT DE GAUCHE

<http://www.pcf.fr/27457>

POUR SORTIR DE LA CRISE, **sortons de l'austérité !**

Monsieur le Président,

Les Françaises et les Français vous ont élu pour que leur vie change, pour s'attaquer au monde de la finance et sortir de la crise.

Pour la première fois, la gauche est majoritaire à l'Assemblée et au Sénat, c'est le moment de répondre - enfin - aux urgences sociales en se donnant les moyens d'un véritable changement.

Rien ne sera possible avec l'austérité qu'impose le Pacte budgétaire européen, dont vous souhaitez la ratification par le parlement, sans consulter notre peuple.

NOUS PROPOSONS D'AUTRES SOLUTIONS :

- Une augmentation significative du SMIC, des salaires et des pensions.
- Un moratoire sur les plans de licenciements et une loi interdisant les licenciements boursiers.
- L'arrêt général de la RGPP, le développement de l'emploi et des services publics pour répondre aux besoins.
- La mise en place d'un pôle public bancaire et financier.
- La non ratification du Pacte budgétaire européen par le parlement et la consultation des Français par référendum.

NOM/PRÉNOM

ADRESSE

SIGNATURE

